

# AVIS DE CONCESSION

Directive 2014/23/UE

**Autoroute A28 – Aires de services Maucomble et Bosc-Mesnil**  
**Renouvellement de concession relative à la conception, la construction et/ou la rénovation, à l'exploitation, l'entretien et la maintenance d'installations annexes à caractère commercial assurant des activités de distribution de carburants, de boutique, de restauration**  
**ET**  
**Exploitation d'un service de recharge pour véhicules électriques, y compris la conception, la construction, l'installation, le raccordement et l'entretien/maintenance ultérieurs des infrastructures et équipements correspondants.**

## Section 1 : Pouvoir adjudicateur / entité adjudicatrice

### I.1) Nom et adresses

Nom officiel : Direction Interdépartementale des Routes Nord-Ouest			
Adresse postale : 97 Boulevard de l'Europe			
Ville : ROUEN	Code NUTS FRD22	Code postal 76100	Pays France
Points de contact			Téléphone
Céline Macquet ou Cécile Capelle			'02 76 00 04 47
Adresses internet <a href="mailto:Spt.Dir-No@developpement-durable.gouv.fr">Spt.Dir-No@developpement-durable.gouv.fr</a>			

### I.2) Communication

Les documents du marché sont disponibles en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">http://www.marches-publics.gouv.fr</a>
Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : le ou les points de contact susmentionné(s)
Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées par voie électronique à l'adresse : [ <a href="http://www.marches-public.gouv.fr">www.marches-public.gouv.fr</a> ]

### I.3) Type de pouvoir adjudicateur

Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires
---

### I.4) Activité principale

Entretien, exploitation et ingénierie du réseau routier national non concédé
--

## Section II : Objet

### II.1) Etendue du marché

<b>II.1.1) Intitulé :</b> Renouvellement de concessions des aires de services de Maucomble et Bosc-Mesnil situées sur l'A28.	<b>Numéro de référence :</b> PQ3D-20223-004
<b>II.1.2) Code CPV principal :</b> 45223700-3 - travaux de construction des aires de service	

55000000 - Services d'hôtellerie, restauration et de commerce de détail
<b>II.1.3) Type de marché :</b> Concession
<b>II.1.4) Description succincte :</b> Attribution de la concession pour la <i>conception, la construction et/ou rénovation de bâtiment, réaménagement de l'aire</i> ; le financement des investissements ; l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations et équipements ; ainsi que l'exploitation des activités de distribution de carburants, de boutique, de restauration et de service de recharge pour véhicules électriques des aires de Maucomble et Bosc-Mesnil, situées sur l'A28], sur la commune de Bosc-Mesnil, aux risques et périls du concessionnaire.
<b>II.1.5) Valeur totale estimée :</b> Valeur hors TVA : 350 000 000 Monnaie : euros
<b>II.1.6) Information sur les lots :</b> Ce marché n'est pas divisé en lots.

<b>II.1.7) Code(s) CPV additionnel(s) :</b> 79993100 (Services de gestion d'installations) 09000000 (produits pétroliers, combustibles, électricité et autres sources d'énergie) D 45223720 (Travaux de construction de stations-services) 45213313 (travaux de construction de bâtiments d'aire de services) 31680000 (fournitures et accessoires électriques) 45311000 (travaux de câblage et d'installations électriques) 65320000 (exploitation d'installations électriques).
<b>II.1.8) Lieu d'exécution :</b> Communes de BOSC-MESNIL et MAUCOMBLE– Département de la Seine-Maritime (76)
<b>II.1.9) Critères d'attribution :</b> La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents de la consultation
<b>II.1.10) Durée de la concession : Début : 01/01/2024 – fin : 01/01/2044 – non renouvelable</b>
<b>II.1.11) Information sur les fonds de l'Union européenne :</b> Le contrat ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne.
<b>II.1.12) Informations complémentaires :</b> Les informations relatives à la valeur estimée du lot sont données à titre indicatif et ne constituent en aucun cas un engagement de la part de la DIR Nord-Ouest.

### Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

#### III.1) Conditions de participation

<b>III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession</b> La liste des documents que doit fournir la ou les entreprise(s) candidate(s) est détaillée dans le règlement de consultation et comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. une note de présentation générale de la société candidate ou du groupement de sociétés candidat ;</li> <li>b. une lettre de candidature (désignation du mandataire par ses cotraitants) (formulaire DC 1 disponible sur <a href="#">Les formulaires de déclaration du candidat   economie.gouv.fr</a>) ; (peut n'être produite qu'une seule fois de manière conjointe pour tout le groupement)</li> <li>c. une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC 2 disponible sur <a href="#">Les formulaires de déclaration du candidat   economie.gouv.fr</a>) ;</li> <li>d. Délégations de pouvoir de la (ou les) personne(s) habilitée(s) à engager la société ou le groupement ;</li> <li>e. un extrait kbis ou équivalent datant de moins de 3 mois ;</li> <li>f. attestations sur l'honneur justifiant que le candidat est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales ;</li> <li>g. déclaration sur l'honneur attestant que le candidat : <ul style="list-style-type: none"> <li>• n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier</li> </ul> </li> </ul>
--

judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-2, L. 8221-3 à L. 8221-5, L. 8251-1 et L. 8256-2 et suivants, L. 8231-1, L. 8234-1 et suivants, L. 8241-1, L. 8241-2, L. 8243-1 et L. 8243-2 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union européenne ;

- n'est pas en liquidation judiciaire et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
  - ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de courir à la présente consultation, ou d'une interdiction équivalente pour un candidat étranger ;
- h. documents attestant du respect des articles L. 5212-1 à L. 5212-5 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés ;
- i. attestations d'assurances en cours de validité, notamment concernant les assurances couvrant les responsabilités civiles et professionnelles (précisant le niveau de couverture en euros) dont disposent le candidat ou chaque membre du groupement

### III.1.2) Capacités économique et financière

La liste des documents que doit fournir le candidat ou le groupement est détaillée dans le règlement de consultation et comprend :

- a. un mémoire démontrant la capacité de financement du candidat ;
- b. les bilans et comptes annuels pour les trois derniers exercices ;
- c. les chiffres d'affaires des activités similaires à l'objet de la concession pour des trois dernières années.

Dans le cas d'une candidature en groupement d'opérateurs économiques conjoints avec mandataire commun solidaire, la DIR Nord-Ouest, après analyse de la capacité financière du mandataire au regard de l'étendue globale du contrat, se réserve la possibilité de demander le remplacement du mandataire par un autre membre du groupement.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié.

### III.1.3) Capacités technique et professionnelle

La liste des documents que doit fournir le candidat ou le groupement est détaillée dans le règlement de consultation et comprend :

- a. Déclaration sur l'honneur concernant les effectifs du candidat ou de chaque membre du groupement candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacun des trois (3) derniers exercices (ou depuis la date de création de l'entreprise si celle-ci est inférieure à trois ans) ;
- b. Déclaration sur l'honneur mentionnant les noms et les qualifications professionnelles des personnes qui seront chargées de l'exécution du contrat de sous-concession ;
- c. Déclaration sur l'honneur attestant des capacités du candidat à disposer de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique nécessaire à la réalisation des prestations dans le domaine objet de la concession ;
- d. Pour les activités de **distribution de carburants, de boutique et de restauration** : références du candidat dans la conception, construction et exploitation d'installations commerciales et de services, et d'infrastructures routières s'y rapportant, dans les trois dernières années (localisation, date de prise d'effet et durée, montant global de l'investissement, type de contrat, type d'activités, organisation de l'exploitation (gestion directe, location gérance, tiers-exploitation, etc.), description des concepts commerciaux) ;
- e. Pour l'activité de **recharge pour véhicules électriques** : références du candidat dans la conception, construction et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, notamment de puissance > 150 kW par point de charge et/ou sur autoroute, et infrastructures s'y rapportant, dans les trois dernières années (localisation, date de prise d'effet et durée, montant global de l'investissement, type de contrat, type d'activités, organisation de l'exploitation (gestion directe, location gérance, tiers-exploitation, etc.) et de la maintenance, description des concepts commerciaux)
- f. Pour l'activité de **distribution de carburant et de recharge pour véhicules électriques** : une note précisant les moyens logistiques d'approvisionnement de l'aire
- g. A défaut, toute autre référence dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments susceptibles de démontrer une aptitude à exécuter la sous-concession objet de la présente procédure.

## Section IV : Procédure

### IV.1) Renseignements d'ordre administratif

**IV.1.1) Date limite de remise des candidatures et des offres :** Date : 03 août 2023 Heure locale : 12 h[

## **Section V : Renseignement complémentaires**

### **V.1) Informations complémentaires**

**Variantes :** Les variantes ne sont pas autorisées.

Les candidats sont invités, pour constituer leur candidature et offre à prendre connaissance du règlement de la consultation téléchargeable sur le profil acheteur. Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme des achats de l'état (Place) à l'adresse suivante <http://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence : PQ3D-2023-004

Les candidats sont invités à s'inscrire sur la plate-forme afin d'être destinataires des éventuels avertissements de modification de la consultation. Ils vérifieront le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plate-forme. Les candidats sont invités à se reporter au règlement de la consultation de la présente consultation pour connaître en détail les modalités de remise candidatures et des offres, par voie électronique sur le profil acheteur à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Un même opérateur ne peut pas candidater simultanément en qualité d'opérateur unique d'une part, et de cotraitant au sein d'un groupement, mandataire ou non, d'autre part.

De plus, un opérateur mandataire de groupement ne pourra candidater qu'une seule fois.

Les offres, mêmes volumineuses, doivent parvenir complètes dans les délais fixés par l'acheteur. L'opérateur économique est responsable de l'envoi de son pli électronique dans les délais fixés. Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

### **V.2) Procédures de recours**

#### **V.2.1) Instance chargée des procédures de recours et Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours**

Nom officiel : Tribunal administratif de Rouen

Adresse postale : 53 Avenue Gustave Flaubert

Ville : ROUEN

Code postal : 76000

Pays : France

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Téléphone : 02.35.58.35.00

Adresse internet (URL) : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

### **V.3) Date d'envoi du présent avis : 04/04/2023**